SELON LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ALGÉRIE

Nous sommes prémunis contre la crise des subprimes

La dette extérieure à moyen et long terme à fin 2007 ne représente plus que 4,4% des réserves officielles de changes à fin 2007 (110,180 milliards de dollars). Il s'agit là d'un important élément de sécurité financière pour l'économie nationale contre d'éventuels «chocs» externes, notamment ceux inhérents à des turbulences sur les marchés financiers internationaux.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Hôte hier des dirigeants des banques publiques et privées algériennes, le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci, a estimé que la position financière extérieure solide de notre pays est à même de nous prémunir contre les turbulences engendrées par la crise des crédits immobiliers hypothécaires ou crise des subprimes. Selon Mohamed Laksaci, la conjoncture financière et monétaire du premier semestre 2007 a montré une poursuite de l'amélioration des performances en la matière, confirmée par les résultats atteints au second semestre de la même année.

Des résultats «appréciables» d'autant, selon le gouverneur, que «le second semestre de l'année 2007 a été marqué par les turbulences sur les marchés financiers internationaux (qui) révèlent un nouveau type de choc externe, notamment pour les pays émergents et les pays en développement». Explicite, Mohamed Laksaci a relevé que l'année 2007 s'est caractérisée, sous l'angle de la position extérieure, par une forte amélioration du solde global de la balance des paiements. L'excédent global (19,70 milliards de dollars) des les 9 premiers mois de 2007 a même dépassé le surplus de toute l'année 2006 (17,73 milliards de dollars) dans un contexte de forte croissance des importations des biens et services.

Une balance des paiements viable et excédentaire

Cette année se distingue, en plus, par un excédent de global de la balance des paiements proche du surplus courant extérieur qui est estimé à 29,53 milliards de dollars. Les soldes de la balance des paiements en 2007 montrent des améliorations notables au niveau du compte courant qui se sont matérialisées par des excédents de balance globale pour 12,57 milliards de dollars et 16,52 milliards de dollars, respectivement au premier et second semestres. La viabilité de la balance des paiements est renforcée par l'environnement externe favorable en termes d'évolution des prix des hydrocarbures. Pour l'année 2007, le prix moyen du baril de pétrole brut s'élève à 74,77 dollars contre 65,85 dollars pour l'année 2006, correspondant à une augmentation de 13,54%. Pour l'année 2007, les exportations des hydrocarbures ont totalisé 59,30 milliards de dollars, alors qu'elles étaient de 53,61 milliards de dollars en 2006.

La part des associés de Sonatrach en baisse

Toutefois, l'analyse du trend haussier des exportations exprimées en valeurs révèle «un effet de compression inhérent à la décroissance en volume de ces exportations en 2007. La part des associés de Sonatrach est également en baisse en 2007 (3,90 milliards de dollars) par rapport à son niveau de l'année 2006 (5,29 milliards de dollars). Cette tendance est liée au mécanisme de la taxe sur les profits exceptionnels qui a été instauré en juillet 2006. Les exportations de biens hors hydrocarbures demeurent faibles en 2007, soit à un niveau d'un milliard de dollars atteint l'année précédente et avec un impact «faible» sur la balance des paiements courants.

Forte augmentation des importations de biens et services

En termes de paiements courants extérieurs, il importe de souligner la forte augmentation des importations des biens dont le montant a atteint 26,25 milliards de dollars, au rythme d'accroissement de 33,36%, et en phase avec l'augmentation significative du taux d'investissement dans l'économie nationale. A ce propos, Mohamed Laksaci a relevé que «la qualité des dépenses dans le cadre du programme d'investissements publics et l'efficacité des projets d'investissements des entreprises méritent une attention particulière afin de contribuer à un ajustement ordonné du taux d'investissement au taux d'épargne nationale». L'année 2007 se caractérise par une très forte augmentation (43,51%) des importations de services non facteurs (services de bâtiment et travaux publics, transports maritime et aérien). Pour l'année 2007, l'excédent de la balance courante n'est que légèrement supérieur à son niveau de l'année précédente, soit 29,53 milliards de dollars contre 28,95 milliards, «à mesure que l'accroissement des exportations des hydrocarbures et la baisse des transferts des associés de Sonatrach ont été compensés par la forte hausse des importations des biens et services».

230 millions d'intérêts de la dette externe payés en 2007

La faiblesse des paiements au titre des intérêts sur la dette extérieure, soit 230 millions de dollars en 2007 contre 760 millions de dollars en 2006 et 1 milliard de dollars en 2005, est un élément bien favorable pour la balance des paiements extérieurs. Selon Mohamed Laksaci, «l'effet positif» de la forte réduction de la dette extérieure en 2006 s'exprime au niveau du compte capital de l'année 2007 où les remboursements en principal de la dette extérieure ne s'élèvent qu'à 1,48 milliard de dollars contre un «pic» de 12,87 milliards de dollars en 2006 et 4,46 milliards de dollars en 2005. Avec un faible déficit en 2007, «le compte capital est marqué par une tendance à l'équilibre, en contexte d'amenuisement significatif des mobilisations de crédits extérieurs et de relative stabilité du poste investissements directs nets».

Le compte capital, élément de sauvegarde

Pour le gouverneur, cette situation du compte capital constitue un élément de «sauvegarde» dans le contexte actuel de turbulences sur les marchés financiers internationaux.

Le très faible déficit du compte capital en 2007 voire la tendance à l'équilibre en la matière, se conjugue avec un niveau appréciable du surplus global de la balance des paiements inhérents à l'important excédent courant réalisé la même année. L'année 2007 se caractérise par une sur-performance (29,09 milliards de dollars).

L'encours des réserves officielles de changes est passé à 110,180 milliards de dollars à fin décembre 2007 correspondant à un accroissement annuel de 32,399 milliards de dollars (y compris l'effet de valorisation). L'importante reconstitution des réserves de changes officielles à partir de l'année 2000 et le niveau atteint à fin 2007 placent l'Algérie parmi les principaux pays détenteurs de réserves de changes gérées par les banques centrales.

La dette extérieure représente 3,6% du PIB

En termes d'engagements financiers extérieurs, l'encours de la dette extérieure à moyen et long terme à fin 2007 (4,889 milliards de dollars) témoigne du succès de la stratégie de désendettement extérieur de l'Algérie conduite entre 2004 et 2006, à mesure que cette dette ne représente plus 3,6% du produit intérieur brut en 2007 contre 34,2% en 2003 et 58,3% en 1999.

Son encours avait chuté en 2006, suite à l'ampleur des remboursements par anticipation, à 5,062 milliards de dollars contre 16,485 milliards de dollars à fin 2005.

Dans ce contexte de consolidation de la position financière extérieure nette, il est utile de souligner que le niveau de la dette extérieure à moyen et long terme à fin 2007 ne représente plus que 4,4% des réserves officielles de changes à fin 2007.

Il s'agit là d'un important élément de sécurité financière pour l'économie nationale contre d'éventuels «chocs» externes, notamment ceux inhérents à des turbulences sur les marchés financiers internationaux.

C. B.

L'INFLATION EN 2007

Une forte reprise à 4,6%

Après deux années de faible croissance du niveau général des prix à la consommation et du recul des taux d'inflation, l'année 2007 se caractérise, selon le gouverneur de la Banque d'Algérie, par une tendance nettement haussière des prix, dans un contexte de résurgence de l'inflation dans le monde.

Pour Mohamed Laksaci, deux phénomènes se sont conjugués pour pousser les prix à la hausse : d'une part, les prix des produits alimentaires et notamment ceux des produits agricoles ont fortement progressé, et d'autre part, les prix des biens à fort contenu d'import ont subi le choc des fortes hausses des cours mondiaux.

Cette hausse des prix des biens importés exerce un effet direct sur l'évolution des prix domestiques à la consommation, que ces biens soient revendus en l'état ou transformés. En particulier, trois catégories de biens (céréales, produits laitiers et sucre), influant dans l'indice des prix à la consommation à 20%, ont subi le choc de l'envolée des cours mondiaux des produits agricoles en 2006 et 2007.

L'incidence sur les prix domestiques de la hausse des cours mondiaux peut être estimée à 1,6% ou à 3,1% selon que les prix de ces biens sont réglementés ou entièrement libres.

Pour Mohamed Laksaci, «l'inflation en 2007 est la plus élevée depuis le précédent maximum atteint en 2004, soit une hausse de 4,6% de l'indice national et 3,5% de celui de la capitale».

C. B.

LE PRÉSIDENT DE LA COSOB AU FORUM *D'EL-MOUDJAHID*

Il n' y aura pas de Bourse d'Alger sans les entreprises privées

Depuis quelques semaines, la scène économique a renoué avec un semblant de débat sur la relance de la Bourse d'Alger. Qu'en est t-il vraiment ? Y a-t-il réellement une redynamisation du marché financier en Algérie ? A entendre le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations boursières (Cosob), M. Ali Sadmi, invité hier au Forum d'El-Moudjahid, toute cette agitation sur la Bourse n'est qu'une illusion sur un marché boursier qui n'existe même pas.

Rosa Masnouri - Alger (Le Soir)- Première autorité du marché boursier, la Cosob a du mal à faire redémarrer la machine, voire la faire démarrer réellement, partant du constat que ce qui a été fait jusqu'à aujourd'hui a été fait à l'envers. Comment ? M. Sadmi affirme que la «naissance de la Bourse d'Alger répondait à une volonté politique et non économique». «L'Etat a décidé lui-même de cette initiative sans tenir compte du marché financier qui n'était pas demandeur», a souligné M. Sadmi. Ainsi, pour faire croire à sa bonne intention de créer une Bourse, comme celles existant chez nos voisins tunisiens et marocains, le gouvernement a «injecté» des entreprises publiques comme El Aurassi, Sonatrach, Eriad Sétif dans ce marché financier pour inciter les groupes économiques privés à entrer dans la Bourse et prendre le relais des pouvoirs publics. Selon le conférencier, c'est le contraire qui s'est produit. Les entreprises privées ont tourné le dos à la Bourse et cela s'explique par une économie nationale en pleine mutation. «Nous sommes partis de zéro dans tous les domaines financiers. Il fallait au préalable mettre en place les instruments nécessaires et une organisation institutionnelle et fiscale avant de créer l'autorité de régulation», constate-t-il en réalisant que la Cosob, qui est une entité de surveillance, se voit confier la mission de créer la Bourse et toutes les institutions qui l'accompagnent.

«C'est une spécificité algérienne que de créer un organisme de régulation avant la Bourse», dit-il en insistant sur le fait que l'édification d'un marché financier en Algérie est un travail de longue haleine. «La création d'une Bourse exige une vision claire, une stratégie, une bonne organisation et une mobilisation d'un personnel qualifié.» Pleurer ou en rire ? La Bourse d'Alger ouvre deux séances de cotation par semaine au moment où les Bourses étrangères ont adopté de nouveaux systèmes financiers qui ont révolutionné les méthodes de concentration des ordres. Aujourd'hui, les courtiers boursiers ne sont plus obligés de se déplacer à la Bourse pour acheter et vendre des actions. Ils le font à partir de leurs banques.

«Comment voulez-vous que nous continuions à faire fonctionner une Bourse avec deux entreprises en Algérie ?», s'interroge le conférencier qui lance un appel aux entreprises privées d'entrer en Bourse afin de relancer cette machine. Il ne va pas sans rappeler que les investisseurs sont découragés dès les premières années du lancement de la Bourse lorsque les pouvoirs publics les rassuraient sur les bénéfices à en tirer à court et à moyen terme, s'ils mettent leur argent en Bourse. Hors, toutes les actions mises en bourse sont restées sans valeur. Les risques étaient importants pour les investisseurs et ils n'ont pas été avertis de la chose. Toutes ces conséquences font que la confiance dans la Bourse a disparu. Pis encore, depuis huit années, aucune cotation n'a été enregistrée à la Bourse d'Alger. Alors par quoi commencer aujourd'hui ? M. Sadmi, qui a longuement parlé sur le sujet de la Bourse, n'était pas en mesure de donner une prévision de la réouverture de la Bourse dans les mois à venir. «Nous ne pouvons rien faire sans les entreprises privées.»

R. M.